PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Actes du colloque international pluridisciplinaire

LA CRISE DE L'UNIVERSITÉ EN AFRIQUE : DIAGNOSTIC ET ÉLÉMENTS DE STRATÉGIES TRANSVERSALES

Volume XII – Numéro 22 - Bouaké, les 09, 10 et 11 Juin 2022 Côte d'Ivoire

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Revue Ivoirienne de Philosophie et de Sciences Humaines

Directeur de Publication : Prof. Grégoire TRAORÉ

Boîte postale : 01 BP V18 ABIDJAN 01

Tél : (+225) 01 03 01 08 85
(+225) 01 03 47 11 75
(+225) 01 01 83 41 83

E-mail : administration@perspectivesphilosophiques.net

Site internet : https://www.perspectivesphilosophiques.net

ISSN : 2313-7908

N° DÉPÔT LÉGAL 13196 du 16 Septembre 2016

ADMINISTRATION DE LA REVUE PERSPECTIVES PHILOSOPHIQUES

Directeur de publication : **Prof. Grégoire TRAORÉ**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef : **Prof. N'dri Marcel KOUASSI**, Professeur des Universités
Rédacteur en chef Adjoint : **Dr Éric Inespéré KOFFI**, Maître de Conférences

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. Aka Landry KOMÉNAN, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Antoine KOUAKOU, Professeur des Universités, Métaphysique et Éthique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA**.**
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. David Musa SORO, Professeur des Universités, Philosophie ancienne, Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Jean Gobert TANOH, Professeur des Universités, Métaphysique et Théologie, Université Alassane OUATTARA
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. N'Dri Marcel KOUASSI, Professeur des Universités, Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Donissongui SORO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Philosophie de l'éducation Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE LECTURE

Prof. Ayénon Ignace YAPI, Professeur des Universités, Histoire et Philosophie des sciences, Université Alassane OUATTARA
Prof. Azoumana OUATTARA, Professeur des Universités, Philosophie politique, Université Alassane OUATTARA
Prof. Catherine COLLOBERT, Professeur des Universités, Philosophie Antique, Université d'Ottawa
Prof. Daniel TANGUAY, Professeur des Universités, Philosophie Politique et Sociale, Université d'Ottawa
Prof. Doh Ludovic FIÉ, Professeur des Universités, Théorie critique et Philosophie de l'art, Université Alassane OUATTARA
Prof. Henri BAH, Professeur des Universités, Métaphysique et Droits de l'Homme, Université Alassane OUATTARA
Prof. Issiaka-P. Latoundji LALEYE, Professeur des Universités, Épistémologie et Anthropologie, Université Gaston Berger, Sénégal
Prof. Kouassi Edmond YAO, Professeur des Universités, Philosophie politique et sociale, Université Alassane OUATTARA
Prof. Lazare Marcellin POAMÉ, Professeur des Universités, Bioéthique et Éthique des Technologies, Université Alassane OUATTARA
Prof. Mahamadé SAVADOGO, Professeur des Universités, Philosophie morale et politique, Histoire de la Philosophie moderne et contemporaine, Université de Ouagadougou
Prof. Samba DIAKITÉ, Professeur des Universités, Études africaines, Université Alassane OUATTARA
Prof. Nicolas Kolotioloma YEO, Professeur des Universités, Philosophie antique, Université Alassane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Secrétaire de rédaction : **Dr Kouassi Honoré ELLA**, Maître de Conférences
Trésorier : **Dr Kouadio Victorien EKPO**, Maître de Conférences
Responsable de la diffusion : **Dr Faloukou DOSSO**, Maître de Conférences
Dr. Kouassi Marcelin AGBRA, Maître de Conférences
Dr Alexis Koffi KOFFI, Maître de Conférences
Dr Chantal **PALÉ-KOUTOUAN**, Maître-assistant
Dr Amed Karamoko SANOGO, Maître de Conférences

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : ALLOCUTIONS ET COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....1

I. ALLOCUTIONS.....1

Allocution du Président du comité d'organisation.....2

Allocution du Directeur du Département de Philosophie.....6

Allocution du Directeur de l'UFR-CMS.....9

Allocution du Président de l'Université Alassane OUATTARA.....12

Allocution du Maire de Bouaké.....15

Allocution du Ministre de la Promotion de la bonne Gouvernance et de la lutte contre la Corruption, Parrain du Colloque.....17

Allocution du Président du Conseil Économique Social Environnemental et Culturel, Patron du colloque.....19

Allocution de clôture du Président émérite de l'Université Alassane Ouattara, Président de la Chaire UNESCO de Bioéthique de l'UAO.....21

Rapport de synthèse.....24

Recommandations.....31

II. COMMUNICATIONS EN PLÉNIÈRE.....33

« Vrai et faux pluralisme ». Les universités dans l'ordre mondial contemporain,
Ernst Wolff.....35

Notre devoir et notre foi au caractère universel de l'Université,
Thiémélé L. Ramsès BOA.....51

DEUXIÈME PARTIE : AXES DE RÉFLEXION ET ATELIERS.....63

PREMIER AXE : GOUVERNANCE ET FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS...65

Mauvaise gouvernance endémique des États africains : approche synoptique des universités en déconstruction,
Kobenan Maxime KOUMAN.....67

L'essence de l'université chez Heidegger : la *Lehrerschaft* face aux défis de la *Führerschaft*, cas de l'Afrique,
Pascal Dieudonné ROY-EMA.....85

La gouvernance universitaire à l'épreuve de la discipline sur le campus au Cameroun,
Saidou ABOUBAKAR.....101

Gouvernance et financement des universités de la zone UEMOA,
Kadiatou SANOGO N'DOURE 119

Fondements et typologie caractéristique de la crise de l'université en Afrique : cas de l'université gabonaise,
Georges MOUSSAVOU.....135

Projets d'école et l'autonomie des universités au Togo,
Ati-Mola TCHASSAMA.....149

La communication interne de l'UFR/LAC de l'université Joseph KI-ZERBO au Burkina Faso,
1. Marcel BAGARE 2. Dognon Lucien BATCHO 3. Salif ZONGO.....165

DEUXIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET QUESTION DU GENRE.....185

Femmes et carrières à l'épreuve de la disparité fondée sur le sexe au sein de l'université de N'Djamena,
1. Dieudonné VAÏDJIKÉ 2. Alexis NGARMBATEDJIMAL 3. François NDILBÉ MBAÏNGUEM.....187

Genre et harcèlement sexuel en milieu universitaire : le cas des étudiantes des universités de Côte d'Ivoire,
Lou Gobou Bien-aimée GOHI.....203

TROISIÈME AXE : FORMATION ET EMPLOYABILITÉ DES ÉTUDIANTS.....217

La dialectique de la formation et de l'emploi : l'université à l'épreuve du devenir,
Akpolê Koffi Daniel YAO.....219

Penser la crise des universités africaines comme une crise de la langue de la formation scientifique,
Tohotanga COULIBALY.....233

La philosophie de l'entrepreneuriat : une implication socio-économique de l'allégorie de la caverne chez Platon,
Bi Zaouli Sylvain ZAMBLÉ.....247

Formation et employabilité des étudiants africains, quelle approche philosophique ?,
Aikpa Benjamin DIOMAND.....263

La question de la réforme et la révolution dans l'université en Afrique à la lumière de la pensée de Paul RICŒUR,
Oi Kacou Vincent Davy KACOU.....283

L'employabilité des diplômés en SHS au Mali : des dynamiques contradictoires aux origines de la crise de l'université,
Sambou DIABY.....299

Les universités africaines : entre professionnalisation manquée des enseignements et prolifération des instituts privés d'enseignement supérieur douteux,
Théodore TEMWA.....315

Crise de l'université camerounaise comme crise des sciences sociales : entre théorisation et professionnalisation des enseignements,
Lydie Christiane AZAB à BOTO.....333

De la mission nouvelle des universités africaines : pour une politique d'employabilité des jeunes,
Miesso ABALO.....351

Formations et risques de chômage des étudiants au Gabon : quelle représentation sociale ?,
Parfait MIHINDOUBOUSSOUGOU.....365

QUATRIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET CULTURE DE L'EXCELLENCE.....383

De la promotion de l'éducation positive pour une université plus créative,
Hyacinthe Aboa ACHI.....385

La refondation de l'université africaine comme institution méritocratique : un impératif catégorique dans la quête de l'excellence,
Franck KOUADIO.....399

Culture organisationnelle et excellence à l'Institut Supérieur du Génie Électrique du Burkina Faso (ISGE-BF)
Marcel ZERBO.....419

Le finalisme aristotélicien : une invitation à l'excellence pour nos universités africaines,
Arnaud-Olivier GNAHOUA.....435

De la culture de l'excellence dans l'espace universitaire africain : réflexion à partir de la pensée de Njoh-Mouelle Ébénézer,
Zolou Goman Jackie Élise DIOMANDÉ.....447

Une auratisation de l'environnement académique peut-elle sauver l'université de la grisaille ?,
Masséké OPONOU.....463

Conditions pour un excellent enseignement à l'université,
Niali Armand-Privat PILLAH.....477

CINQUIÈME AXE : SYNDICALISME, POLITIQUE ET VIOLENCE À L'UNIVERSITÉ.....497

La fin et les moyens : conséquences de l'auto-justification de la violence politique et syndicale dans les universités ivoiriennes,
Youldé Stéphane DAHÉ.....499

La démocratisation des libertés chez Marx : une propédeutique à la pacification de l'espace universitaire ivoirien,
Jean-Joel BAHI.....515

Les universités ivoiriennes à l'épreuve de la violence des syndicats estudiantins,
1. Koffi Décaird KOUADIO 2. Alice KOUAKOU.....531

Le paradigme esthético-éducatif aristotélicien et schillérien face à la problématique de la violence dans l'espace universitaire ivoirien,
Koudou François OZOUKOU.....545

La FESCI, ce boulet que porte l'université ivoirienne dans un élan de servitude volontaire,
Bledé SAKALOU.....557

Violences en milieux universitaires : déterminisme et normativité d'un phénomène pernicieux en Côte d'Ivoire,
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON.....575

Les enjeux de l'art technologique dans les crises universitaires ivoiriennes à partir de la pensée de Walter BENJAMIN,
Barthelemy Brou KOFFI.....589

Violences estudiantines syndicales en Côte d'Ivoire : entre revendications légitimes et délinquance,
Kouassi Marcelin AGBRA.....605

Les relations conflictuelles entre les syndicats et l'administration gabonaise. Cas du SNEC de 1991 à 2020,
1. Lucien MANOKOU 2. Nathalie EBANETH.....621

SIXIÈME AXE : RESPONSABILITÉS ÉTHIQUES, PÉDAGOGIQUES ET ACADÉMIQUES DES UNIVERSITAIRES.....637

Décolonisation de la pensée : exigence de qualité académique,
Mafa Georges ASSEU.....639

Du modèle anthropologique canguilheméen : une thérapie à la crise de l'université en Afrique
Florence BOTTI.....655

Le savoir ou la politique : la mission des universitaires africains en question,
Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE.....667

L'enseignement philosophique : un modèle d'étude exégétique pour une université en crise,
Chantal PALÉ-KOUTOUAN.....683

L'enseignement dialectique platonicien : un guide d'éducation pour l'excellence universitaire,
Ange Allassane KONÉ.....699

Autodétermination des peuples et censure : la fonction de l'université selon Kant,
Amidou KONÉ.....715

Éthique de la discussion et crise de l'université en Afrique,
Cyrille SEMDE.....731

SEPTIÈME AXE : INFRASTRUCTURES, TICE ET INNOVATION PÉDAGOGIQUE.....745

TICE, déconstruction ou reconstruction technoscientifique de la crise des universités en Afrique subsaharienne ?,
Kouadio Victorien EKPO.....747

Le rôle de l'insuffisance des infrastructures dans la crise universitaire au Niger,
Abdou KAILOU DJIBO.....761

Problèmes de logements d'étudiants et crises académiques à l'université Peleforo GON COULIBALY, Korhogo,
1. Djibril KONATÉ 2. Foussata DAGNOGO.....783

HUITIÈME AXE : LIBERTÉS ET FRANCHISES UNIVERSITAIRES...797

Ontologie augustinienne et résolution des crises universitaires,
N'gouan Yah Pauline ANGORA épse ASSAMOI.....799

NEUVIÈME AXE : UNIVERSITÉ ET DYNAMIQUE DES SOCIÉTÉS...811

La vocation de l'université en Afrique à la lumière du *Conflit des facultés* d'Emmanuel Kant,
Éric Inespéré KOFFI.....813

De la décadence éthico-religieuse à la déconfiture institutionnelle des universités en Afrique : une analyse prospective,
Kouassi Honoré ELLA.....829

Communication de crise et crises de fonctionnement dans les universités subsahariennes,
Faloukou DOSSO.....847

Sociétés en crise et crise de l'université en Afrique : la culture comme recours dans la perspective de Paulin HOUNTONDJI,
Kouamé Hyacinthe KOUAKOU.....863

La crise des universités africaines : le péril de l'éducation parentale,
Aya Anne-Marie KOUAKOU.....879

Fondements et enjeux de la crise de l'université publique en Afrique noire : quels repères pour en sortir ?,
Bilakani TONYEME.....895

Université et culture des valeurs morales chez les étudiants au Burkina Faso,
Bawala Léopold BADOLO.....911

Universités, enseignants-chercheurs : objectifs et implications socio-politiques en Afrique,
Cyrille MICKALA.....927

Les universités dans le développement des sociétés africaines,
Adjoua Marie Jeanne KONAN.....949

Le conservatisme platonicien, un possible remède à la crise de l'université,
Amed Karamoko SANOGO.....963

Crise des universités africaines comme crise de la rationalité,
Roland TECHOU.....979

L'engagement des universitaires face aux réalités sociales chez Marcuse,
Amara SALIFOU.....995

Crise universitaire et défis éducationnels à partir de la pensée de Hobbes,
Amenan Madeleine Épouse Ekra KOUASSI.....1011

Crise universitaire : impératif éthique bergsonien de libération de l'intellect,
Amani Albert NIANGUI.....1025

LIGNE ÉDITORIALE

L'univers de la recherche ne trouve sa sève nourricière que par l'existence de revues universitaires et scientifiques animées ou alimentées, en général, par les Enseignants-Chercheurs. Le Département de Philosophie de l'Université de Bouaké, conscient de l'exigence de productions scientifiques par lesquelles tout universitaire correspond et répond à l'appel de la pensée, vient corroborer cette évidence avec l'avènement de *Perspectives Philosophiques*. En ce sens, *Perspectives Philosophiques* n'est ni une revue de plus ni une revue en plus dans l'univers des revues universitaires.

Dans le vaste champ des revues en effet, il n'est pas besoin de faire remarquer que chacune d'elles, à partir de son orientation, « cultive » des aspects précis du divers phénoménal conçu comme ensemble de problèmes dont ladite revue a pour tâche essentielle de débattre. Ce faire particulier proposé en constitue la spécificité. Aussi, *Perspectives Philosophiques*, en son lieu de surgissement comme « autre », envisagée dans le monde en sa totalité, ne se justifie-t-elle pas par le souci d'axer la recherche sur la philosophie pour l'élargir aux sciences humaines ?

Comme le suggère son logo, *perspectives philosophiques* met en relief la posture du penseur ayant les mains croisées, et devant faire face à une préoccupation d'ordre géographique, historique, linguistique, littéraire, philosophique, psychologique, sociologique, etc.

Ces préoccupations si nombreuses, symbolisées par une kyrielle de ramifications s'enchevêtrant les unes les autres, montrent ostensiblement l'effectivité d'une interdisciplinarité, d'un décloisonnement des espaces du savoir, gage d'un progrès certain. Ce décloisonnement qui s'inscrit dans une dynamique infinitiste, est marqué par l'ouverture vers un horizon dégagé, clairsemé, vers une perspective comprise non seulement comme capacité du penseur à aborder, sous plusieurs angles, la complexité des questions, des préoccupations à analyser objectivement, mais aussi comme probables horizons

dans la quête effrénée de la vérité qui se dit faussement au singulier parce que réellement plurielle.

Perspectives Philosophiques est une revue du Département de philosophie de l'Université de Bouaké. Revue numérique en français et en anglais, *Perspectives Philosophiques* est conçue comme un outil de diffusion de la production scientifique en philosophie et en sciences humaines. Cette revue universitaire à comité scientifique international, proposant études et débats philosophiques, se veut par ailleurs, lieu de recherche pour une approche transdisciplinaire, de croisements d'idées afin de favoriser le franchissement des frontières. Autrement dit, elle veut œuvrer à l'ouverture des espaces gnoséologiques et cognitifs en posant des passerelles entre différentes régionalités du savoir. C'est ainsi qu'elle met en dialogue les sciences humaines et la réflexion philosophique et entend garantir un pluralisme de points de vues. La revue publie différents articles, essais, comptes rendus de lecture, textes de référence originaux et inédits.

Le comité de rédaction

UNIVERSITÉS, ENSEIGNANTS-CHERCHEURS : OBJECTIFS ET IMPLICATIONS SOCIO-POLITIQUES EN AFRIQUE

Cyrille MICKALA
Université Omar Bongo (Gabon)
mickcyr2009@gmail.com

Résumé :

Cet article traite de manière non intégrale de la situation de crise dans les universités africaines. Il s'intéresse aux rapports entre les universités, les enseignants-chercheurs et le développement structuré des pays. L'idée fondamentale consiste à se demander si aujourd'hui en Afrique, par opposition à l'Antiquité, les universités, et partant l'universitaire, participent encore réellement à l'essor multiforme des sociétés. En identifiant les orientations et difficultés actuelles qui traduisent l'idée de cette crise dans les universités africaines, on propose de considérer la création, l'innovation dans toutes les disciplines, soient-elles techno-industrielles, comme des perspectives pragmatiques pour replacer l'université corrélativement aux besoins du marché professionnel en vue du bien-être de tous.

Mots clés : Développement, Economies, Formation, Politiques, Société, Transformations, Universitaire.

Abstract:

This article deals in a non-integral way with the crisis situation in African universities. He is interested in the relationship between universities, teacher-researchers and the structured development of countries. The fundamental idea is to ask whether today in Africa, as opposed to Antiquity, universities, and therefore the university, still really participate in the multifaceted development of societies. By identifying the current orientations and difficulties that translate the idea of this crisis in African universities, we propose to consider creation, innovation in all disciplines, be they techno-industrial, as pragmatic perspectives to replace the university correlatively with the needs of the professional market with a view to the well-being of all.

Keywords : Development, Economies, Politics, Societies, Training-Transformations, University.

Introduction

> Plusieurs études montrent que dans un tel environnement de l'évolution des technologies et des communications ainsi que de mondialisation du commerce et des marchés de l'emploi « l'éducation et plus particulièrement l'enseignement supérieur, est un vecteur majeur de croissance et de compétitivité des économies ». Face à ce constat sérieux, indiscutable, que faire pour changer la réalité de l'université comme institution devant favoriser l'accès et la réussite du plus grand nombre ? Cette dernière assertion quant à l'impact possible de l'éducation nous amène à la question suivante : quelle université le pays a-t-il besoin pour faire face à une demande de plus en plus grande et pour freiner l'exode des étudiants vers les pays voisins. (P. TOUSSAINT, 2013, p. 36.)

« La crise de l'Université française est aujourd'hui patente pour toutes les parties concernées ». (F. Vatin et A. Vernet, 2009, p. 47) Cette affirmation qui indique que les crises concernent aussi l'éducation et la formation au niveau de l'enseignement supérieur, n'est pas d'un africain mais plutôt de François Vatin et Antoine Vernet. Ceux-ci examinent de façon multiforme, les dysfonctionnements manifestes des universités de la France, leur patrie.

La crise, fondée sur des causes internes ou externes, est une situation de perturbations et dérèglements touchant une société et un secteur de la société ou un organisme. Dire que l'université en Afrique est en crise, amène à penser qu'elle connaît des difficultés. Pour en parler, on peut considérer par exemple, son fonctionnement, le désengagement de l'État, le financement ou autofinancement, les relations entre politique et université, la qualité des infrastructures et l'augmentation du nombre d'étudiants, les conditions de travail des membres de l'université et l'inefficacité sociale des activités professionnelles de l'institution à répondre aux besoins réels des sociétés ou ses objectifs relativement au développement des territoires.

Conformément à la société, l'université représente habituellement un enjeu social en ce qu'elle favorise l'essor humain, économique, social et culturel des États. Elle démontre cette importance pour la société par l'ensemble des activités de recherche et d'innovation touchant toutes les disciplines. « Dans les sociétés dites avancées, l'université joue un rôle de promotion de la culture, du savoir au sens large, mais aussi de moteur de développement sur tous les

plans ». (P. Toussaint, 2013, p. 35) Mais l'université en Afrique semble être un lieu où les individus sont condamnés par l'observation marxienne, c'est-à-dire qu'ils se contentent avec leur science d'interpréter le monde. Or, l'important c'est de le transformer, d'impacter favorablement les conditions politiques et socio-économiques de la société. En agissant matériellement sur la société, l'universitaire africain repositionne l'université dans l'intérêt qui est le sien. L'écart possible actuel entre activités d'enseignement, de recherche et besoins réels de la société serait-il symptomatique de sa crise ?

Ainsi, réfléchir sur *Universités, enseignants-chercheurs : objectifs et implications socio-politiques en Afrique* donne à penser les missions et responsabilités de l'université et ses membres au regard de la société. Ce qui revient d'abord, sans prétention à l'exhaustivité et en s'appuyant sur l'exemple gabonais, d'identifier et analyser les réalités propres aux universités d'Afrique. Celles-ci sont-elles explicatives des possibles crises pour comprendre en quoi l'épanouissement des Etats en Afrique semble se soustraire des activités de l'enseignement et de la recherche ? Il ne faut cependant pas se satisfaire d'un constat qui esquiverait le dépassement de cette situation de dérèglement ; ce qui serait d'ailleurs stérile, puisque l'intérêt fondamental est d'indiquer comment dynamiser de façon nouvelle, le système des universités africaines en fonction des besoins des sociétés et de leur épanouissement.

Ne fonctionnent pas fermées sur elles-mêmes, les universités font spécialement partie du développement culturel, économique et social. La question est alors comment repenser la relation université, universitaire et devenir de la société en Afrique. L'absence d'impacts de l'université dans la société serait-elle relative à l'enseignant-chercheur ? Quels politiques et usages, l'universitaire africain doit-il déterminer de son institution pour favoriser le mieux-être de tous ? Il s'agira dans ce qui suit, d'initialement présenter l'université dans ce qu'elle a autrefois été et son rôle dans l'émancipation des sociétés, sa crise corrélativement au vécu et portée actuels et ensuite déterminer son renouveau pour un développement multiforme des sociétés africaines.

1. L'université en Afrique : Une histoire avec des histoires

1.1. Une existence toujours théorique et pratique ?

Il paraît au regard de l'histoire que l'existence des universités en Afrique ne date pas d'aujourd'hui. Elles ont dans l'ensemble, plus d'un demi-siècle d'existence dont les plus anciennes sont celles dites islamiques d'Afrique occidentale, auxquelles s'ajoute au XIIe siècle l'Université Sankolé à Tombouctou (Mali). Les premières et anciennes universités non islamiques d'Afrique créées respectivement en 1826, 1829 et 1841 sont : Collège de Fourah Bay (Sierra Leone), South African College au Cap devenu plus tard université du Cap (Afrique du Sud), Institut de Loverdale réservé aux Noirs (Afrique du Sud, au moment de l'Apartheid). Mais la plus ancienne université du monde est identifiée sur le continent africain, notamment au Maroc.

Quoique son ancienneté ne fasse pas l'unanimité, elle demeure incontestablement la plus vieille d'Afrique. Connue sous le nom d'Al-Qarawiyyin et reconnue comme la plus ancienne université du monde par le *Livre Guinness des records*, l'*UNESCO* et plusieurs historiens, cette université a été fondée en 859 après Jésus-Christ, par une jeune princesse de Tunisie, Fatima al-Fihri. Cette référence scientifique historique montre pourquoi l'Afrique fut considérée dans l'Antiquité comme un espace florissant de sciences et techniques, un fleuron de développement économique et social. Ainsi,

> pendant les quatrièmes et troisièmes millénaires avant J.-C., on assista à une série de développements technologiques d'une extraordinaire importance dans la vallée du Nil (…). On peut apprécier l'habileté des tisserands de l'Egypte ancienne à partir des vestiges de leur travail qui ont été conservés. (G. E. R. Lloyd, 1974, p. 12).

Dans le *Timée,* Platon indique pour sa part que les Grecs anciens avaient un profond respect des gens du Nil en Egypte. Car ils disposaient à divers niveaux d'une connaissance scientifique tellement remarquable que même Solon, considéré comme le plus sage de toute l'Antiquité grecque, fut fort étonné de leurs valeurs intrinsèques. En interrogeant les prêtres sur certaines choses, Platon (2008, 22a-b) écrit : Solon comprit que « ni lui ni aucun autre Grec ne savait pour ainsi dire presque rien ». Mais la science des prêtres n'était pas un savoir exclusivement théorique, elle était également pratique et appliquée au

devenir concret de la société égyptienne. C'est elle qui en déterminait l'organisation esthétisante et concourait aux nécessités et besoins pratiques de la vie quotidienne des hommes du Nil. Cette science pratique voire pragmatique Platon (2008, 22a-b-c) en souligne l'utilité depuis des connaissances élevées touchant les choses divines jusqu'aux considérations les plus immédiates concernant par exemple, le judiciaire ou la santé.

Clairement, le développement d'une activité scientifique et technique en Egypte s'attachait au monde de la vie, participait à l'émancipation de l'agriculture. En effet, au sujet de l'agriculture, les égyptiens, grâce aux connaissances touchant les techniques d'irrigation, savaient tirer profit du Nil : « Nous, c'est le Nil, notre sauveur » rapporte Platon (2008, 22d). Le Nil a pour fonctions de purifier la terre, la rendre fertile que prospère. La prospérité africaine en général et égyptienne en particulier, n'est pas absente des écritures sacrées. Abraham et ses descendants y ont séjourné et bénéficié des grâces d'une science dont l'impact sur la société contribuait, à en faire dans l'Antiquité, un espace diversement attractif. Reste à savoir si cette alliance entre savoir théorique et milieu de vie, université et développement de la société demeure actuelle en Afrique.

Soulignons que la récupération et réappropriation par l'Occident de l'idée de la formation universitaire des individus qui était en vogue en Afrique, n'a pas consisté à en faire un outil pour orner les temples et plébisciter les valeurs intrinsèques de quelques érudits. Bien au contraire, l'érudition a été mise au service du devenir puissant des sociétés. Et leurs universités sont jusqu'à maintenant, des véritables laboratoires qui participent à leur éclosion ainsi qu'au renversement des rapports de forces. Par la science, l'Occident s'est proposé depuis des siècles de maîtriser la nature et le monde. Aujourd'hui, il illumine et attire par la qualité de ses universités dont les formations sont en effet orientées vers l'utilité pratique. Ainsi, au lieu de ces « philosophies » spéculatives qu'« on enseigne dans les écoles » et universités africaines dont on a du mal à voir les implications matérielles pour l'épanouissement des sociétés, la science occidentale est résolument faite pour répondre aux besoins de la vie.

Elle est, selon un de leurs maîtres à penser R. Descartes (2008, p. 168), un ensemble « des connaissances qui soient fort utiles à la vie » au moyen desquelles,

> connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer en même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature. (Idem., p. 168).

Or, les performances des universités africaines au regard de la société sont peu appréciées. Non pas qu'il n'y ait pas des hommes formés ou que les citoyens n'aient pas suffisamment de culture pour en juger, mais que la production des savoirs ne montre pas concrètement leur nécessité et réussite matérielle pour la transformation multisectorielle des villes et territoires. L'université africaine aujourd'hui, n'est réellement pas encore ce qu'elle devrait être. L'*Université*, on a toujours du mal à se l'approprier et réapproprier pour la transformation concrète des Etats. Le mot "université" convient à nos institutions supérieures pour une respectabilité apparemment voisine des universités occidentales. Celles-ci, réputées pour leur sérieux en matière de gouvernance, gestion qu'en celle de formation avec des structures sans cesse revisitées et réadaptées aux réalités du temps, montrent des écarts qualitatifs avec les universités d'Afrique.

C'est ici le cas du Gabon où en effet, ses universités, à cause des situations vécues et les réalités structurelles semblent n'avoir d'existence que théorique, car les réalités et critères qui font qu'elles soient dignes de cette appellation ne sont pas remplis et leur performance au regard de la société reste encore à prouver. Peut-être à la renommée qu'elles se sont faites, nombreuses sont les expressions moins sympathiques utilisées pour les nommer : « grand portail », « grand village », « grande poubelle » et bien d'autres. Certainement, cela traduit un sentiment de désapprobation de ce qu'on en a fait par rapport à ce qu'elles devraient être quant aux attentes sociales multiformes.

La contribution actuelle des universités africaines ne permet pas des louanges, elle est tellement faible voire inexistante pour le rayonnement scientifique et technique du continent. Même les quelques savants dont dispose l'Afrique sont souvent ignorés et méprisés pendant qu'elles font la fierté des

universités, grandes firmes ou entreprises occidentales qui les tiennent en honneur à la reconnaissance de leur apport social et économique. En Afrique, l'Enseignant-Chercheur est victime de railleries et de mépris, son métier par opposition à ceux qui s'adonnent à la politique n'inspire pas. C'est le cas dans les pays francophones, notamment le Gabon, ou encore de la Côte-d'Ivoire où les docteurs incendient leur thèse parce que la société leur rend l'image d'être inutiles, d'avoir réalisé un parcours pour finalement ne servir à rien. Pour faire court, la crise de l'université en Afrique procède des politiques mises en place pour déterminer l'importance de l'Enseignant-Chercheur et ses enjeux relativement à la société. Or,

> définir le rôle de l'université dans un pays (….), c'est faire le pari du bien commun. Car dans le contexte actuel (…), l'université doit jouer un rôle de réflexion, mais doit aussi proposer des modèles pour un développement durable sur les plans social, culturel et économique. (P. Toussaint, 2013, p. 36).

Cette perspective semble réduire la crise de l'université africaine aux causes extérieures ; mais il y a en effet des aspects internes propres à l'institution qui y participent.

1.2. Des difficultés d'existence et de fonctionnement intra-muros

Les universités africaines, notamment celles dites subsahariennes, connaissent dans leur fonctionnement structurel qu'organisationnel, des réalités qui indiquent qu'elles ne sont pas des lieux de formation qualitativement établis. Interrogeant leur performance, on constate qu'elles sont confrontées aux difficultés variées, en l'occurrence les crises, les structures d'accueil, contraintes d'accès à l'internet, les limites au niveau de leur gouvernance et gestion, des financements toujours problématiques et des acteurs peu enthousiastes entrainant la fuite des compétences. En fait, « la crise multiforme que connaît l'université africaine et qui concerne à la fois la pertinence, la qualité, la gestion et le financement de l'enseignement supérieur a engendré (…) la dégradation des infrastructures et du milieu d'apprentissage ». (B. Makosso, 2006, p. 69).

Des grèves à répétition des étudiants, enseignants et autres personnels « témoignent de la nature du rapport entre les acteurs de l'Enseignement Supérieur et le système qu'ils doivent servir » qui en fait les ignore. (Papa Gueye, 2005, p. 24).

De là rien ne s'obtient sans lutte. Universités et grandes écoles deviennent des espaces où se développent des violences pour réclamer les meilleures conditions d'être et de travail, obtenir ce qui leur revient de droit notamment les vacations pour ne citer que ça pour le cas du Gabon. Des violences physiques sont manifestées par les confrontations constantes avec les forces de l'ordre qu'on y mêle toujours. Les violences de type psychologiques se caractérisent au plan des conséquences par des sentiments de désintérêt à l'exercice du métier qu'ils ont librement choisi. Les systèmes d'enseignement supérieur d'Afrique se sont construits et se construisent « dans la violence politique, symbolique, morale, universitaire et policière. » (G. Moussavou, 2022, cf. postface).

Des liens parfois faits de compromissions entre l'État, la politique et les autorités de l'université sont souvent responsables de cet état des faits, qui se solde quelquefois par l'incarcération arbitraire des leaders syndicaux de l'enseignement et de la recherche, lesquels pourtant posent des problèmes légitimes. En fait, l'espace public africain et particulièrement celui du Gabon,

> reste marqué par la domination totale et hégémonique du pouvoir en place, par la répression systématique et systémique de ceux qui osent revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail ou contredire cette domination dont la caractéristique essentielle est l'exercice de la violence légitime et symbolique. (G. Moussavou, 2022, p. 99).

Cela indique la place malheureuse de l'université et de l'universitaire dans certains États africains, et fait aussi en conséquence, que l'université ne soit plus « jamais le lieu de production de la connaissance et de modèles culturels nouveaux », puisqu'elle devient un espace de violence de tout genre. (F. Dumont, 1974, p. 176). Des discours méprisant l'université et effritant sa renommée et son importance dans la société confirment ainsi sa position désuète. Des sentiments d'émulation et des vocations disparaissent au vu des conditions de vie de l'universitaire. La majorité des étudiants ne désirent pas devenir enseignants ou chercheurs par opposition à leur engagement dans les milieux politiques. Prendre un jour, le relais en vue de poursuivre les ambitions de cette institution en redéfinissant toujours sa place et ses enjeux dans la société, n'est pas leur première ambition. Là, on « constate la dégradation des objectifs de l'enseignement universitaire à un point tel que la relation professeur-étudiant

sur laquelle l'université est centrée s'en trouve déformée et paralysée », si bien que, « la crise de l'Université (…) prend toute sa signification. » (A. Turmel, 1982, p. 5-6. ; F. Dumont, 1974, p. 176).

Les structures d'accueil ainsi que le niveau d'organisation qui caractérisent les universités africaines, en dépit de la prétention de s'arrimer aux standards universitaires mondiaux, sont encore pour la plupart, embryonnaires. Certaines universités comme celles du Gabon ne permettent pas en conséquence aux étudiants d'être dans des conditions optimales. Touchant le Gabon, G. Moussavou (2022, p. 107) indique que « les structures d'accueil et de travail dans l'ensemble des établissements d'enseignement et de recherche, demeurent tout aussi statiques, contrairement à la massification étudiante et à la croissance des effectifs de ces professionnels. » Aux structures en inadéquation avec l'augmentation du nombre toujours croissant des bacheliers et autres professionnels désirant approfondir leur niveau de formation, s'ajoute l'absence des bibliothèques physiques ou numériques capables de favoriser l'accès à l'information scientifique.

Les quelques bibliothèques existantes sont au Gabon de façon large décevantes. En matière de la documentation rien n'est actualisé. Ainsi, on s'efforce de former et éduquer la future élite du pays dans un chaos déjà identifié dans la crise étendue de l'enseignement et de la formation en général. Pourtant, à l'université, les bibliothèques sont des espaces nécessaires pour animer, apprendre et approfondir des connaissances, ceux où en effet on se laisse également emporter et convaincre par la motivation des autres qu'on y trouve.

Dans les universités, les bureaux ou espaces de travail pour les universitaires sont pour la majorité, inexistants ainsi que le souligne G. Moussavou (2022, p. 107) en ces mots : « Les conditions de vie et de travail des chercheurs et enseignants-chercheurs sont extrêmement difficiles ». C'est pourquoi, les universitaires ne sont pas en permanence présents sur les lieux de travail, au risque d'inutilement errer et vagabonder. Leur présence est souvent relative à une activité professionnelle ponctuelle. Le cadre professionnel de travail préféré, c'est le domicile privé où, bien que mal, on a pu aménager un espace servant de

bureau. L'accès à l'internet, mieux aux nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) est inexistant pour l'ensemble des acteurs de l'institution. D'où l'impossibilité de formation à distance, audiovisuelle et assistée par ordinateur alors que les technologies nouvelles sont aussi des puissants moyens qui contribuent à améliorer et intensifier la qualité de l'éducation et le développement de l'université.

Concernant les nouvelles technologies de l'information et de la communication, des milieux de l'enseignement supérieur n'en disposent pas pour permettre aux universitaires, étudiants et l'administration de se connecter et travailler. Ce qui peut parfois expliquer la difficulté pour l'université, de pouvoir fonctionner normalement et efficacement dans la communication, le traitement et l'impression des actes administratifs.

Pendant la crise sanitaire de la Covid-19, malgré les discours officiels sur l'enseignement à distance, nombreuses sont les universités qui n'ont pas pu normalement fonctionner pour absence de NTIC. Dans les milieux universitaires « la science et la haute technologie ne sont plus (…) neutres, car leur progrès produit des effets aussi (…) bienfaisants » comme participer à l'essor de l'université (A. Borroro Cabal, 1995, p. 107). Elles doivent « être accessibles à toute la population en tant que nouvel élément culturel et faire partie du registre pédagogique et préparatoire des universités » (Idem, p. 109). Cependant, l'université et la société dans son ensemble doivent avoir conscience de la complexité des sciences et des technologies nouvelles pour toujours estimer les incidences parfois morales qui les accompagnent.

Aussi en Afrique les universitaires demeurent-ils un problème pour l'université. Ils sont parfois responsables des difficultés internes qu'elle connaît. Souvent, lorsqu'un universitaire accède aux postes de responsabilité dans l'administration centrale du pays, la tendance générale est pour s'assurer peut-être de la longévité et ainsi toujours bénéficier des avantages multiformes, de promouvoir des décisions impopulaires contre sa propre institution d'origine. Il en va parfois de même avec certains collègues, qui portés à la tête de l'université

établissent des modes d'administration et de gestion qui deviennent encore des rouleaux d'étranglement d'une institution qui a déjà du mal à fonctionner.

Quand les financements des projets en faveur de l'institution n'ont pas été exécutés, on assiste pour réaliser des travaux dans l'université, à la création des entreprises adjudicataires fictives dans l'unique but de capturer de façon intelligente les devises. Le financement des missions des universitaires s'il n'est pas ignoré ou quasi inexistant, se fait suivant l'alignement volontaire de l'individu aux caprices des autorités du moment. Par exemple pour le Gabon, J. Tonda (2022, p. 18) note que, « le seul but poursuivi par le système est la reproduction basée sur la captation aveugle et la redistribution raisonnée, parce que discriminante, de l'argent, le seul miroir du système d'enseignement supérieur et recherche scientifique au Gabon ». Mais aussi, être leader syndical dans l'enseignement supérieur signifie-t-il nécessairement l'être pour la droiture de l'institution et la défense des intérêts de la corporation ? Toutes choses qui freinent le développement progressif et constructif de l'université par les universitaires. Des situations de crise, au lieu d'être prévenues et évitées, sont au contraire provoquées pour qu'elles puissent participer à une certaine gestion non désintéressée.

Il n'est alors pas rare de parler de corruption dans l'enseignement supérieur comme dans les autres milieux institutionnels dont les universitaires n'hésitent pas pourtant à dénoncer les maux aux conséquences socio-économiques irréversibles. Ce phénomène est courant dans l'enseignement supérieur en général, et en particulier dans les milieux universitaires à l'image des autres secteurs de la société. Les examinant, P. Temple et G. Petrov (2004, p. 96) décrivent leur état en ces termes :

> l'enseignement supérieur souffre du climat général de corruption, mais les processus de la corruption et l'impact de celle-ci sur ce secteur sont, nous semble-t-il, originaux et peu étudiés. (…) La corruption universitaire est une facette particulière d'une corruption systémique qui s'intègre dans une culture plus large de la corruption.

Le fonctionnement et le traitement de l'université et ses acteurs n'encouragent pas les cadres à demeurer sur le continent. Ils permettent au contraire, « l'exode continu des cerveaux », maintiennent « le déclin de la recherche et l'amplification des conflits entre étudiants, syndicats des

personnels et l'administration de l'enseignement supérieur ». (B. Makosso, 2006, p. 69) G. Zue-Nguema (2010, p. 3) parle également, de la fuite des cerveaux et des capitaux ; une fuite qui ne se fait pas hors du temps et de l'espace. Elle s'opère dans ce même monde vers des lieux mieux organisés et plus favorables à l'épanouissement humain, plus propices à l'universitaire qu'au devenir de la société.

2. Université, universitaires et développement multiforme des sociétés

2.1. Universitaires : des acteurs pour la transformation sociale

L'absence d'une politique significative en faveur de l'université dans plusieurs pays africains, à l'exemple du Gabon, montre que l'on n'a pas jusqu'à présent compris son rôle et importance. Si des textes et des décrets portant création, organisation et détermination de ses missions existent, il reste cependant, une application pratique active. Corroborer l'expérience les orientations théoriques de l'université montrerait en quoi cette institution est nécessaire à l'essor d'un pays. La mission de l'université à travers l'Enseignant-Chercheur, n'est pas que théorique au sens de promouvoir l'essor intellectuel des hommes et des femmes, mais également de rendre la formation utile, car les individus formés sont essentiels pour promouvoir et participer à la transformation concrète des sociétés.

L'université n'est pas faite pour une érudition sans incidences politique, sociale et économique. Incidences qui ne doivent pas seulement consister qu'à occuper personnellement des postes de responsabilité dans l'administration, mais surtout à impulser le développement du pays à travers divers domaines, notamment l'entreprenariat, entrainer l'émancipation des secteurs souvent oubliés comme ceux du tertiaire. C'est une institution importante qui permet de mobiliser des ressources intellectuelles en faveur de la transformation significative du territoire. En cela, pour P. Toussaint (2013, p. 35), tout pays « a besoin de cette institution pour se remettre à réfléchir et à agir collectivement en vue de favoriser d'abord le développement humain et ensuite le développement économique, social et culturel » pour le bien-être intégral des communautés politiques.

C'est en considérant ainsi, l'université que les sociétés développées connaissent des transformations évidentes à tous les niveaux. Pour un tel objectif de développement efficace, on a besoin des universitaires compétents conscients de leurs missions et rôles dans le devenir des sociétés. Membres des sociétés qui espèrent en eux, leurs différentes recherches et innovations ne doivent pas être déconnectées de la vie sociale. La connexion vivante entre pouvoir créateur des universités et la société, est historique. Cela, parce que les activités professionnelles des universitaires « ont toujours été partie prenante du milieu dans lequel elles se sont implantées » (Y. Gingras et L. Roy, 2006, p. VIII).

Les universitaires agissent directement dans les milieux sociaux par « des inventions très subtiles et qui peuvent beaucoup servir, tant à contenter les curieux, qu'à faciliter tous les arts et diminuer le travail des hommes » (R. Descartes, 2008, p. 128-129). Avec une science pratique et des recherches utiles, ils font des inventions techniques et industrielles primordiales qui répondent aux nécessités pratiques des hommes. Mais aussi, indirectement au travers des productions intellectuelles qui aident à déterminer des orientations relatives aux préoccupations sociales qu'à performer l'Etat dans ses décisions pour l'émancipation efficace de tous. Dans ce sens, l'utilité de l'universitaire est évidente sous l'angle par exemple, des sciences économiques, politiques, de l'éducation ou de la psychologie au sens large. Cependant, ce pragmatisme ne signifie pas réduire essentiellement la recherche spéculative à l'utilité pratique, car elle consiste dans sa nature fondamentale en la poursuite de l'universalité au sens où, elle « est complètement tournée vers la recherche de la vérité, en dehors de toute autre considération, notamment sociale ou politique ». (A. Turmel, 1982, p. 22.)

Seulement la crise de l'université n'est-elle pas en Afrique correspondante aux écarts entre théories et réalisations matérielles, spéculations intellectuelles et implémentation de la vie concrète ? Cet écart, s'il y en a en effet, ne fonde-t-il pas le désintérêt à l'égard de l'université et son inutilité souvent prononcée ? Cette crise n'est-elle pas également due au rapport entre politiques et cette haute institution porteuse des grandes valeurs humaines et sociales ? Au travers de l'université, les universitaires permettent aux États de disposer des citoyens formés aux valeurs nobles de l'effort, de l'abnégation dans le travail

bien fait en vue de la prise en charge cohérente de l'essor des territoires nationaux. Former, c'est donner des capacités opératoires pour agir et transformer son environnement. Pour reprendre A. Turmel (Idem, p. 22),

> le travail universitaire produit (et reproduit) un ensemble de biens de diverses natures (…) comme (…), des agents sociaux dotés d'une formation spécifique et aptes à occuper des postes précis dans la division du travail, enfin des biens symboliques comme une formule mathématique inédite, des textes - articles, livres, conférences -, une formalisation plus poussée en biologie moléculaire ou une réorganisation conceptuelle en théorie.

De là, l'université est « l'institution qui accueille en son sein des hommes, des femmes qui fondent la société pour un mieux-être de tous ». Elle « vise à former une citoyenne, un citoyen responsable et qui a à cœur le bien-être collectif de son pays » (P. Toussaint, 2013, p. 35). En assumant l'épanouissement multiforme des sociétés, les universités ne sont donc pas des institutions superficielles. Curbatov Oleg (2012, p. 81), en examinant le rôle des universitaires dans la coopération avec les entreprises, affirme que les universités sont des puissants diffuseurs de connaissances et de compétences, participent en complémentarité aux innovations dans des domaines variés, accompagnent la croissance des entreprises et donnent en conséquence, la possibilité à la création d'emplois ; d'où, la nécessité pour les universités africaines d'« évoluer si elles veulent pouvoir exprimer tout leur potentiel » afin de toujours répondre aux objectifs communautaires.

Si les universités occidentales offrent des formations qualitativement diversifiées et que les universités africaines doivent se mondialiser et répondre aussi aux besoins humains, il devient impératif de rendre celles-ci modernes et capables de montrer leur intelligence et utilité. Il faut pour cela, ouvrir aussi un intérêt aux formations concrètes au travers desquelles les pays peuvent atteindre, au moyen des cadres bien formés, un essor économique et social important, car « dans le contexte actuel d'une économie mondialisée fondée sur l'information et le savoir, les pays peuvent difficilement s'intégrer et entrer en compétition sans une main-d'œuvre suffisamment qualifiée » (P. Toussaint, 2013, p. 36).

2.2. Enseignant-Chercheur et l'approche pragmatique de l'université et de la formation en Afrique

La formation en lettres et sciences humaines a eu en Afrique un succès remarquable de sorte que l'université s'est présentée comme un espace limité à donner une connaissance littéraire. Ainsi, à la période des indépendances, on a vu alors, s'éclore une littérature abondante avec un nombre important d'écrivains autour des thématiques diverses. Cette littérature a servi à la compréhension de certains phénomènes sociaux, en l'occurrence les conflits de générations, le déracinement, la sensibilisation sur la nécessité de l'école, la dénonciation des rapports entre colonisateurs et colonisés.

Cette littérature a certes produit des philosophies, mais celles-ci n'ont pas été déterminantes pour l'essor scientifique, technique et industriel du continent. Elle a plus consisté à interpréter le vécu africain alors que la nécessité portait également sur l'action pratique et l'épanouissement matériel du continent, car la rationalité n'est pas qu'abstraction, elle doit pouvoir passer, pour reprendre en cela M. Merleau-Ponty (2008, p. 53), « du concept au cœur de la praxis interhumaine ». C'est-à-dire la déplacer vers les hommes dans une entreprise qui vise à transformer la nature, les rapports sociaux que leurs diverses conditions d'être et de vivre. Ceci pour dire, que l'activité rationnelle « n'est pas une illusion : elle est l'algèbre de l'histoire » (Ibidem, p. 53).

Mais même actuellement, dans les universités africaines, notamment celles du Gabon avec l'Université Omar Bongo, l'essentiel de la formation a toujours été théorique, c'est-à-dire qu'elle est restée axée sur des formations non spécialisées. Et cela, pendant près d'un demi-siècle d'existence comme si l'université n'était pas partie liée à l'essor concret de la société gabonaise. Les enseignements spécialisés, les formations professionnelles ne sont que d'apparition trop récente. Depuis dix ans seulement, à l'Université Omar Bongo dans quelques départements, on a créé des formations professionnelles et dans d'autres départements et à l'exemple de la philosophie, celles-ci sont en gestation. Or, ces formations remontent très loin dans le temps dans les universités occidentales qui, d'avance, avaient compris que les lettres ne

suffisaient pas à l'université pour jouer pleinement son rôle dans le développement local.

Et pour l'essor multiforme efficace des sociétés, les États occidentaux ont projeté la création des études technologiques, industrielles et informatiques. Ceci pour répondre diversement aux besoins pratiques des entreprises, notamment celles du secteur tertiaire qui ne peuvent employer des personnes formées en lettres et sciences humaines. Bien plus, elles permettent au pays de disposer d'une main d'œuvre ciblée et qualifiée capable d'entreprendre et de soutenir l'État dans la création des sociétés nationales. Ainsi pourraient-elles œuvrer souverainement à la production et la transformation locale des matières premières, la construction des infrastructures publiques que privées. Ces études sont importantes pour « tenir à jour la formation des travailleurs et des cadres dans le contexte d'une rapide évolution scientifique et technologique » ou industrielle, aider à la maîtrise du secteur tertiaire qu'à propulser ainsi la croissance économique et sociale en mobilisant les ressources de tous les secteurs (G. W. Bertram, 1975, p. 176).

Au Gabon, en l'occurrence, à l'Université des Sciences de la Santé et l'Université Polytechnique de Masuku plus particulièrement, les formations professionnelles sont en général inexistantes. A. Masuku, si on note l'existence d'une école supérieure spécialisée, il n'en résulte pas une promotion des formations professionnelles suffisantes pour répondre aux innovations scientifiques, technologiques et industrielles. Ainsi, la majorité des bacheliers technologiques ne servent finalement pas, finissent par défaut dans des secteurs qui ne leur sont logiquement pas destinés. Car il n'existe pas des espaces universitaires pour les accueillir et les former. D'où, l'enseignement supérieur doit également s'ouvrir aux formations professionnelles pour satisfaire aux domaines divers nécessaires à l'épanouissement complet des sociétés africaines.

De ce qui précède, on peut dire que l'université est profondément sollicitée « par toutes les forces qui poussent à un changement d'ordre paradigmatique », pour dynamiser « les objectifs de croissance économique selon les principes de

politique et des orientations d'action collective » (J.-M. Fontan, P. Freire Vieira, 2012, p. 14-15). Les universitaires sont des moteurs de développement de l'institution qu'ils incarnent, organisent et représentent, bien plus, « constituent « le centre opérationnel » de l'organisation et du fonctionnement » des institutions de l'enseignement supérieur auxquelles ils donnent corps, vie et sens corrélativement aux besoins de la société (G. Moussavou, 2022, p. 195). C'est pourquoi, l'université en Afrique, doit devenir « un producteur important de nouveautés résultant à la fois de la recherche et de l'activité innovatrice qu'elle développe ». Et au regard de la société et du bien-être de tous, c'est une institution à valeur sociale « soumise aux mêmes règles de production et de commercialisation » que toute autre entreprise (D. Zait, 2012, p. 37). « Sa mission de formation reste importante mais doit se plier aux exigences de la concurrence du marché en développant des structures, des mécanismes et des dispositifs appropriés de recherche et d'innovation » (Ibidem., p. 37).

L'université africaine doit se réorganiser, créer et innover en signant des partenariats avec le monde professionnel pour des recherches spécifiquement orientées afin de répondre efficacement aux besoins du marché. Elle doit les identifier, analyser et faire agir le monde de la recherche pour rendre disponibles des compétences et des services ; lesquels non seulement vont satisfaire à des demandes ciblées, mais aussi et surtout favoriser le développement social, économique et politique de la société. L'université doit s'adapter et s'approprier les réalités du marché pour former non pas quantitativement dans tous les domaines, mais qualitativement en fonction des milieux professionnels. L'innovation dans la formation doit donc « être toujours considérée par rapport à la destination des produits, par rapport au marché ». Elle est comme toute « activité de l'entreprise orientée vers la création, la réalisation, l'amélioration ou le développement des nouveaux produits ou services destinés à la couverture d'une demande du marché » (Idem., p. 37).

De cette manière, l'accent n'est plus spécifiquement mis que sur les seules sciences technologiques, industrielles et informatiques, mais prend intégralement en compte les capacités du monde, la recherche en les croisant avec les besoins réels des sociétés. Par exemple, l'établissement des actes d'Etat

civil dans les mairies ne doit pas être l'œuvre du premier venu, de celui-là qui a une connexion quelconque avec une personnalité politique, mais réservé aux personnes formées connaissant l'enjeu juridique d'un tel document administratif. Les fonctionnaires dans l'aménagement et le développement du territoire ou l'esthétique urbaine sont ailleurs des citoyens formés uniquement en regard de cette tâche professionnelle. Autrement dit, les universités africaines doivent disposer des offres de formation en interaction avec l'environnement pour accueillir et mettre à disposition des institutions administratives et les entreprises, un personnel capable d'agir et d'apporter des avantages compétitifs essentiels.

Ces considérations peuvent s'étendre au domaine de l'agronomie en vue d'une agriculture prospère et de l'autosuffisance alimentaire. A défaut d'avoir dans les universités des formations spécialisées dans le domaine de l'agriculture, en l'occurrence en faculté de géographie, il est nécessaire pour tout pays africain, d'avoir une école pour former des hommes et des femmes capables, à leur tour, d'étendre leurs acquis et savoir-faire à d'autres. Et le Gabon où la terre est singulièrement fertile devrait y penser. Evoquons le cas des mines : la création et la mise en pratique récente au Gabon d'une école supérieure à Moanda est une vision cohérente avec les nécessités pratiques d'un pays qui souffrait depuis les indépendances des cadres supérieurs dans ce domaine.

La pandémie de Covid-19 aurait été pour l'université en Afrique l'occasion de jouer son rôle face aux enjeux sociaux et ainsi favoriser à l'international l'essor économique par la création des vaccins. Pour cela, il faut des hommes hautement formés capables d'inventer et soutenir le développement du continent même en temps de crise. Ainsi, selon (A. Borroro Cabal, 1995, p. 214), « se sachant au service du public et ayant conscience de leurs rôles spéciaux, de leurs missions et de leurs fonctions, les universités » ont, outre, la mission d'approfondir et de vulgariser des connaissances, celles de créer et développer la recherche scientifique relativement aux besoins réels de l'État, de permettre dans leur intégration globale à la société, l'innovation et l'invention dans tous les domaines. L'Afrique veut d'une « université de qualité, qui ne se contente pas de décerner des titres souvent vides de contenu », mais « vigilante, capable de voir au-delà du

présent, vouée à la critique objective et à la quête de nouvelles voies vers un avenir meilleur », en « luttant contre les déséquilibres économiques et sociaux inacceptables et les excès de la société de consommation, œuvrant en somme pour la liberté, la dignité et la démocratie » (M. Antonio Rodriguez, 1995, p. XXII).

Conclusion

La situation essentielle de crise de l'université en Afrique convoque des facteurs multiformes. Cette crise est d'abord inhérente à sa séparation d'avec ce qu'elle a été dans l'Antiquité, c'est-à-dire un lieu important d'acquisition des savoirs pour utilement agir, transformer et développer les environnements sociaux. La formation universitaire a entrainé l'éclosion de certaines sociétés occidentales, en l'occurrence grecque qui est historiquement identifiée comme un haut lieu du savoir, notamment la philosophie. En Afrique, à l'exception des crises internes à l'institution universitaire, la prédominance des enseignements théoriques indique dans l'ensemble, l'augmentation quantitative du nombre d'enseignants-chercheurs, des cadres pour l'essentiel sorti des universités sans formation spécialisée qui, cependant, exercent directement dans l'administration et les directions des entreprises.

Si la formation quantitative des cadres n'est pas en adéquation avec les réalités professionnelles, cela fait entorse au déploiement compétitif des sociétés. C'est pourquoi en Afrique, corrélativement aux nécessités d'épanouissement de la société, le « développement de l'enseignement supérieur, la recherche devrait tendre à combler les écarts entre politiques et pratiques et à améliorer l'efficacité des établissements d'enseignement supérieur dans l'accomplissement de leurs missions et objectifs », car l'université ne fonctionne pas en vase clos, mais œuvre en interaction féconde et bienveillante avec le milieu social. (A. Borroro Cabal, 1995, p. 192).

Selon A. Borroro Cabal (1995, p. 192), c'est suivant cette interaction que s'affirment et s'affinent les objectifs inhérents aux « liens entre la recherche, fondamentale et appliquée, et formulation de politiques aux niveaux gouvernemental et institutionnel ; formation des étudiants des 1er, 2e et 3e cycles universitaires en ayant à l'esprit la conjonction de la recherche et de

l'enseignement » avec les besoins réels de l'État et des entreprises afin de garantir dynamiquement la croissance économique et l'émancipation sociale. (Ibidem., p. 192). L'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas que pour répondre aux besoins de l'État, de la société, mais c'est en faveur de la performance de l'institution pour ainsi dire des universitaires qui doivent créer et innover pour montrer le rôle essentiel de l'université.

Les formations diplômantes seules ne suffisent pas pour le développement des sociétés, il convient également de prendre en compte des formations spécialisées, valoriser aussi certains secteurs souvent oubliés à tort ou à raison comme les études technologiques, industrielles, informatiques ou celles des sciences de gestion pour implémenter efficacement le devenir de la société. Bref, il faut aujourd'hui, pour résoudre la crise de l'université en Afrique, prendre conscience que,

> l'enseignement supérieur est devenu un élément moteur de l'organisation de la société moderne. (…) Plus le développement socio-économique est tributaire du savoir et doit s'appuyer sur des personnels et des cadres hautement qualifiés, plus l'enseignement supérieur joue un rôle de premier plan dans tout programme de développement et d'organisation sociétale. (…), le nouveau contexte de concurrence économique et technologique à l'échelle régionale et mondiale crée des attentes au niveau de la recherche et réclame des services plus adaptés aux réalités d'aujourd'hui. Cette prise de conscience survient à une époque où l'enseignement du niveau tertiaire traverse une crise dans le monde entier. À la suite de la transformation de leur système politique et économique, plusieurs pays d'Europe de l'Est ont résolu, par exemple, d'adapter l'enseignement supérieur à leurs nouveaux besoins. (M. Antonio Rodriguez, 1995, p. IX.).

Références bibliographiques

ANTONIO RODRIGUES DIAS Marco, « Préface », *L'Université aujourd'hui. Eléments de réflexion*, Alfonso Borrero Cabal, Paris, Unesco, Coll. « Centre de recherches pour le développement international Ottawa ».

BERTRAM W. Gordon, 1975, « L'éducation et la croissance économique », *École et société au Québec. Éléments pour une sociologie de l'éducation. Tome I*, Textes choisis et présentés par Pierre W. Bélanger et Guy Rocher, Montréal, Hurtubise HMH.

BORRERO CABAL Alfonso, 1995, *L'université aujourd'hui. Eléments de réflexion*, Paris, Unesco, Coll. « Centre de recherches pour le développement international Ottawa ».

CURBATOV Oleg, 2012, « Quel est le rôle des universitaires et des universités dans la coopération avec les entreprises ? (à l'exemple de quatre

scénarios de l'OCDE) », in *Le rôle des universités et des universitaires dans l'économie de la connaissance*, Valentin RAILEAN, Michel GAY et Oleg CURBATOV (Dir.), Paris, Chisinau.

DESCARTES René, 2008, « Discours de la méthode », in *Œuvres complètes et Lettres,* Paris, Gallimard.

DUMONT Fernand, 1974, Touraine, Alain, Université et société aux États-Unis, Paris, Seuil, 1972.

FONTAN Jean-Marc et FREIRE VIEIRA Paulo, 2012, « Pour une approche systémique, écologique et « territorisée » », in *Le rôle de l'université dans le développement local. Expériences brésiliennes et québécoises,* Gaëtan Tremblay et Paulo Freire Vieira (Dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, Coll. « Innovation sociale ».

GINGRAS Yves et ROY Lyse, 2006 (Dir.), *Les transformations des universités du XVIIIe au XXIe siècle*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Coll. « Enseignement supérieur ».

GUEYE Papa, 2005, *L'Enseignement Supérieur en Afrique Subsaharienne : des pistes pour une réforme*, Unesco-Bureau Régional de Dakar (BREDA).

LLOYD Geoffrey E. R., 1974, *Les débuts de la science grecque de Thalès à Aristote,* Paris, François Maspero.

MAKOSSO Bethuel, 2006, « La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone : une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, et de la Côte d'Ivoire », *JHEA/RESA* Vol. 4, N° 1.

MERLEAU-PONY Maurice, 2008, *Eloge de la philosophie,* Paris, Folio, essais.

MOUSSAVOU Georges, 2022, *Pouvoir d'Etat, système d'enseignement supérieur et de recherche au Gabon. Sociologie historique de l'action publique,* Paris, L'harmattan, Coll. « Etudes africaines ».

PLATON, 2008, « Timée », *Œuvres complètes,* trad. Luc Brisson, Paris, Flammarion.

TEMPLE Paul, PETROV Georgy, 2004, « La corruption dans l'enseignement supérieur : enseignements tirés de la situation dans des États de l'ex-Union soviétique », *Revue du programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, Paris, OCDE, Vol.16, n°1.

TONDA Joseph « Préface », *Pouvoir d'Etat, système d'enseignement supérieur et de recherche au Gabon. Sociologie historique de l'action publique,* Georges Moussavou, Paris, L'Harmattan, Coll. « Etudes africaines », 2022.

TOUSSAINT Pierre, 2013, « Quelle université pour Haïti dans la perspective de sa reconstruction ? », *Cahier thématique– Enseignement supérieur et université*, Haïti Perspectives, vol. 2 • no 1 • Printemps 2013.

TURMEL André, 1982, « Universitaires et intellectuels », *Recherches sociographiques*, vol. 23, no 3, septembre-décembre 1982, Québec : Les Presses de l'Université Laval.

VATIN François et VERNET Antoine, 2009, « La crise de l'université française : une perspective historique et socio-démocratique », *Revue du MAUSS,* Paris, La Découverte, 2009/1 n° 33.

ZAIT Dumitru, 2012, « La création et le développement d'un comportement innovateur de l'organisation », *Le rôle des universités et des universitaires dans l'économie de la connaissance,* Valentin RAILEAN, Michel GAY et Oleg CURBATOV (Dir.), Paris, Chisinau.

ZUE-NGUEMA Gilbert, 2010, « « Fuite des cerveaux » comme « fuite des capitaux » ? », *Annales de l'Université Omar Bongo*, Numéro 15-2, Presses Universitaires du Gabon, décembre 2010.